

Overwegende dat de verlenging van dit vernieuwingsexperiment onverwijld dient te geschieden zodat de équipes voor medisch schooltoezicht in staat worden gesteld om het gedurende het schooljaar 1997-1998 toe te passen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 september 1997,

Besluit :

Artikel 1. Het experiment bedoeld bij het koninklijk besluit van 16 mei 1980 tot bepaling op welke wijze een vernieuwingsexperiment van de werking van bepaalde équipes voor medisch schooltoezicht georganiseerd wordt met betrekking tot de geneeskundige onderzoeken, hoe dikwijls en onder welke voorwaarden dit toezicht wordt uitgeoefend, en op welke wijze en onder welke voorwaarden de subsidies verleend worden, wordt voor het schooljaar 1997-1998 verlengd.

Art. 2. De Minister-Voorzitster, belast met Gezondheidspromotie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 september 1997.

De Minister-Voorzitster van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 210

[C - 98/27026]

17 DECEMBRE 1997. — Décret-programme portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'action sociale

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux centres d'accueil pour adultes

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent chapitre, on entend par :

— « administration » : les services du Gouvernement wallon;

— « centres d'accueil » : les personnes physiques ou morales assurant, à titre habituel, l'accueil, l'hébergement transitoire et l'aide adaptée aux difficultés de bénéficiaires à l'exclusion des services, établissements ou institutions agréés ou reconnus dans le cadre d'une réglementation spécifique;

— « bénéficiaires » : les personnes âgées de plus de dix-huit ans, momentanément dans l'incapacité psychologique ou matérielle de vivre de manière autonome, ayant adressé une demande d'hébergement à un centre d'accueil ainsi que leurs enfants à charge qui les accompagnent;

— « équipe éducative » : l'ensemble des membres du personnel d'un centre d'accueil;

— « projet d'insertion et d'accompagnement » : l'ensemble des objectifs et moyens définis par un centre d'accueil pour recevoir, en toute circonstance, les bénéficiaires, leur assurer le gîte et le couvert et leur proposer un accompagnement social et psychologique adapté à leur situation en vue de contribuer à leur épanouissement personnel, leur insertion sociale et économique et leur autonomie. Ce projet comporte une collaboration ou un partenariat avec tout autre service privé ou public susceptible de répondre aux besoins des bénéficiaires.

Section 2. — Conditions générales d'agrément

Art. 2. Tout centre d'accueil doit être agréé par le Gouvernement. L'agrément est octroyé pour une durée d'un an à trois ans.

Art. 3. Ne peuvent être agréées que les personnes morales ou physiques qui respectent les conditions suivantes :

1° disposer de locaux qui répondent aux conditions fixées par le Gouvernement;

2° assurer, sans distinction de nationalité, de croyance ou d'opinion, l'accueil et l'hébergement des bénéficiaires;

3° apporter la preuve que le centre est en mesure d'offrir une aide médicale et psychologique si elle s'avère nécessaire;

4° se soumettre au contrôle de l'administration;

5° ne pas réclamer aux bénéficiaires une participation financière à leurs frais d'entretien supérieure aux deux tiers de leurs revenus;

6° transmettre à l'administration, chaque année, dans le courant du mois d'avril, un rapport d'activités comprenant notamment :

— une évaluation de leur activité;

(1) Session 1997-1998 :

Documents du Conseil 316 (1997-1998), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 16 décembre 1997. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 décembre 1997. Discussion. — Vote.

- le nombre de bénéficiaires de l'année;
- le nombre de demandes d'hébergement introduites dans l'année;
- la durée d'hébergement des bénéficiaires.

Section 3. — Des conditions générales de subventionnement

Art. 4. En vue de leur subventionnement, les centres peuvent être agréés en cinq catégories :

- catégorie I : de deux à dix lits;
- catégorie II : de onze à quinze lits;
- catégorie III : de seize à vingt lits;
- catégorie IV : de vingt et un à trente lits;
- catégorie V : de plus de trente lits.

Art. 5. Pour être subventionnés, les centres d'accueil agréés pour adultes doivent respecter les conditions suivantes :

1° s'inscrire dans un projet d'insertion et d'accompagnement. Lorsque le centre d'accueil a pour objectif d'héberger habituellement des personnes accompagnées d'enfant(s) ou de jeune(s) de moins de dix-huit ans, le projet d'insertion et d'accompagnement doit comprendre en outre une partie spécifique précisant le projet éducatif et les modalités précises d'encadrement à destination des enfants;

2° pour la catégorie III assurer une permanence téléphonique 24 heures sur 24 et pour les catégories IV et V assurer une permanence d'accueil 24 heures sur 24 par un membre du personnel;

3° tenir une comptabilité régulière. A partir de la catégorie III, cette comptabilité doit être établie suivant le plan comptable minimum normalisé ou, s'il s'agit d'un service public, suivant les règles de comptabilité qui lui sont applicables pour autant que celles-ci permettent d'isoler les recettes et les dépenses du centre d'accueil;

4° ouvrir, pour chaque bénéficiaire, dès son arrivée, un dossier contenant les renseignements administratifs et sociaux le concernant, le programme d'insertion et d'accompagnement qui lui est appliqué, les pièces relatives à son évolution ainsi que, si le centre l'estime opportun, un dossier relatif aux informations médicales le concernant; les informations contenues dans ces dossiers sont traitées dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée;

5° héberger au moins six bénéficiaires;

6° disposer au minimum du personnel suivant :

— en catégorie I : un assistant social ou un infirmier social à temps plein et un éducateur à mi-temps titulaire au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie II : un assistant social ou un infirmier social à temps plein, un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social et deux éducateurs titulaires au moins d'un diplôme A2, l'un à temps plein, l'autre à mi-temps;

— en catégorie III : un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et deux éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie IV : un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et trois éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie V : un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et quatre éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2.

Toutefois, le Gouvernement peut réduire ces exigences pour tenir compte des moyens budgétaires disponibles;

7° être constitué sous forme d'a.s.b.l. ou être créé ou géré par un service public.

Art. 6. Le Gouvernement peut, sur avis de la commission d'agrément et d'avis, ajouter au personnel minimal des centres de catégorie V qui en font la demande un éducateur à mi-temps titulaire au moins d'un diplôme A2 par tranche de dix lits supplémentaires à partir du quarantième.

La demande du centre doit être réalisée conformément à l'article 12 et mettre en évidence les éléments justifiant une augmentation de l'encadrement au regard du projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil.

Art. 7. § 1^{er}. Les centres agréés et subventionnés ne peuvent héberger les bénéficiaires que pour une durée de cent quatre-vingts jours maximum sur douze mois.

§ 2. Sur base d'une demande motivée introduite un mois au moins avant l'expiration du délai visé au § 1^{er}, le Gouvernement peut accorder une dérogation au délai maximum de cent quatre-vingts jours visé au § 1^{er}, si des circonstances exceptionnelles dûment constatées le justifient.

Art. 8. Tous les deux ans, un membre de l'équipe éducative doit suivre une formation de trente heures par an au minimum en rapport avec le projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil. Les formations choisies doivent être préalablement agréées par le Gouvernement.

Art. 9. Chaque année, en avril, les centres d'accueil agréés et subventionnés transmettent à l'administration, en ce qui concerne l'année civile antérieure :

- 1° un rapport d'évaluation de leurs activités. Ce rapport doit notamment faire état des collaborations ou des partenariats existants ou nouvellement mis en œuvre;
- 2° un relevé mentionnant :
 - le nombre et l'identité des bénéficiaires hébergés;
 - le nombre de demandes d'hébergement;
 - la durée d'hébergement des bénéficiaires;
- 3° le relevé précis des membres du personnel occupé, de leurs qualifications et de leur salaire;
- 4° le compte des recettes et des dépenses et le bilan.

Art. 10. Les centres d'accueil agréés qui répondent aux conditions de subventionnement peuvent être subventionnés par la Région wallonne selon les règles fixées par le Gouvernement et dans les limites des crédits budgétaires.

Les subventions sont versées trimestriellement et anticipativement.

Les centres d'accueil ne peuvent cumuler d'autres subventions provenant d'une autorité publique allouées pour des frais de fonctionnement ou de personnel identiques à ceux couverts par les subventions octroyées sur base du présent chapitre.

Les centres sont subventionnés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

Section 4. — Procédure de reconnaissance et d'agrément

Art. 11. La demande d'agrément et, le cas échéant, de subventionnement est adressée au Gouvernement par lettre recommandée.

Art. 12. A cette demande sont joints :

- 1° pour une demande d'agrément et de subventionnement :
 - a) le projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil;
 - b) si la demande concerne une association sans but lucratif, un exemplaire des statuts du centre d'accueil et leurs modifications éventuelles parus au *Moniteur belge*;
 - c) un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;
 - d) le nombre de lits par chambre;
 - e) les noms et qualifications des membres de l'équipe éducative ainsi qu'une description de leurs fonctions respectives et une copie de leurs diplômes ou des documents en tenant lieu;
 - f) le nom du responsable de l'institution ainsi qu'une copie certifiée conforme de ses diplômes et un certificat récent de bonnes vie et mœurs;
 - g) un rapport du service compétent qui atteste que le centre est en règle par rapport à la législation relative à la lutte contre l'incendie;
 - h) si le centre a déjà fonctionné, les documents visés à l'article 9 pour l'année civile précédant celle de la demande;
 - i) une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile contractés par le centre d'accueil;
 - j) si le centre a déjà fonctionné, une copie de l'arrêté de reconnaissance du centre d'accueil;
- 2° pour une demande d'agrément seul, les documents visés aux points 1°, c, d, e, f, g, i.

Art. 13. Toute demande donne lieu à un accusé de réception. Si la demande est incomplète, le demandeur en est avisé dans le mois.

Le dossier complet est transmis à l'administration pour inspection. Le rapport d'inspection doit être transmis au Gouvernement et au secrétaire de la commission d'agrément et d'avis dans les deux mois suivant l'accusé de réception.

Art. 14. Dans les trois mois de la transmission du rapport d'inspection au secrétaire de la commission d'agrément et d'avis, celle-ci rend un avis motivé au Gouvernement sur la conformité du centre d'accueil avec les conditions du présent chapitre et, en cas de demande de subventionnement, sur la qualité du projet d'insertion et d'accompagnement.

Art. 15. Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le Gouvernement notifie sa décision au centre d'accueil concerné. Il en informe le secrétaire de la commission d'agrément.

Art. 16. § 1^{er}. A la demande du centre d'accueil, l'agrément et, le cas échéant, le subventionnement peuvent être renouvelés.

§ 2. La demande de renouvellement doit être introduite par le centre d'accueil, par lettre recommandée, au moins six mois avant l'expiration de la période d'agrément ou d'octroi de subventionnement.

Le centre d'accueil reste agréé et, le cas échéant, subventionné jusqu'à ce qu'il soit statué sur la nouvelle demande.

§ 3. Lors du renouvellement de l'agrément, le centre d'accueil peut, à sa demande, être agréé par le Gouvernement dans une catégorie inférieure ou supérieure.

§ 4. Les articles 5, 13 et 14 du présent décret sont applicables *mutatis mutandis* lors d'une demande de renouvellement d'agrément.

§ 5. Le centre qui, pendant la durée de son agrément courant jusqu'à la date d'introduction de la demande de renouvellement, n'a pas atteint un taux annuel moyen d'occupation de 80 % du nombre minimum de lits de la catégorie pour laquelle il est agréé, est agréé dans la catégorie correspondant au nombre moyen annuel d'hébergements réalisés par nuit au cours de cette période.

Section 5. — Retrait d'agrément ou de subventionnement

Art. 17. L'agrément ou le subventionnement du centre d'accueil peut être retiré après avis de la commission d'agrément et d'avis, si l'une des conditions fixées, respectivement pour l'agrément et le subventionnement, n'est plus observée, après une mise en demeure notifiée par le Gouvernement au centre d'accueil précisant, après concertation avec le centre d'accueil, le délai endéans lequel toutes les conditions doivent être respectées.

La commission d'agrément et d'avis est saisie de la proposition par le Gouvernement et doit lui rendre un avis motivé dans les quinze jours suivant l'expiration du délai précité.

La demande d'avis à la commission est accompagnée d'un rapport circonstancié de l'administration relatif à l'inobservation par le centre d'accueil des conditions fixées par le présent chapitre.

Art. 18. La décision du Gouvernement de retrait de l'agrément ou du subventionnement est notifiée par lettre recommandée au responsable du centre d'accueil et transmise pour information au président de la commission d'agrément et d'avis.

Section 6. — De la commission d'agrément et d'avis

Art. 19. Il est créé une commission d'agrément et d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur toute demande d'agrément ou demande de renouvellement d'agrément et, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur toute matière relevant du présent chapitre.

En juin, elle transmet au Gouvernement et au Conseil régional wallon un rapport annuel contenant notamment une évaluation du secteur des centres d'accueil, une liste des problèmes rencontrés dans la pratique et des propositions de solutions.

Art. 20. Le Gouvernement nomme les membres de la commission d'agrément pour un terme renouvelable de quatre ans. Celle-ci se compose de :

- 1° trois représentants du Gouvernement;
- 2° un conseiller de l'Aide à la Jeunesse;
- 3° six représentants des centres d'accueil agréés;
- 4° un représentant de l'Union des villes et communes;
- 5° un représentant des maisons maternelles.

En outre, deux représentants de l'administration siègent avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne le président de la commission parmi ces membres. Le secrétariat est assuré par un des représentants de l'administration.

La commission établit un règlement d'ordre intérieur qui devra être approuvé par le Gouvernement.

Art. 21. Le Gouvernement fixe les indemnités qui sont accordées aux membres de la commission. Sans préjudice des dispositions statutaires qui leur sont applicables, les représentants du Gouvernement et de l'administration n'ont droit à aucune indemnité en vertu du présent chapitre.

Art. 22. Après avoir désigné les membres effectifs, le Gouvernement nomme les membres suppléants. Chaque membre suppléant ne siège qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif.

Art. 23. Si, en cours de mandat, un membre perd la qualité pour laquelle il a été désigné, il est procédé à son remplacement. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 24. La commission peut appeler des experts avec voix consultative.

Le fonctionnaire qui a élaboré le rapport d'inspection relatif au centre d'accueil concerné par l'ordre du jour doit être entendu lorsqu'un avis sur ce centre doit être rendu.

Section 7. — Dispositions diverses

Art. 25. Toute personne dirigeant ou organisant un centre d'accueil assurant l'hébergement de bénéficiaires sans avoir obtenu un agrément en vertu du présent chapitre est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 1 000 à 3 000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 26. Le Gouvernement peut modifier le nombre des catégories visées à l'article 4 et le personnel minimum visé à l'article 5, 6°, ainsi que la liste des documents visée à l'article 12 et le taux d'occupation minimale visé à l'article 16, § 5.

Art. 27. Les centres qui bénéficiaient au 1^{er} octobre 1997 d'un agrément octroyé par la Communauté française sont d'office agréés par la Région wallonne sans préjudice d'une décision ultérieure de retrait d'agrément en cas de non-respect des dispositions du présent chapitre.

Le précédent alinéa s'applique pour chaque centre jusqu'à l'échéance de l'agrément qui lui était octroyé par la Communauté française.

Art. 28. Le décret du Conseil de la Communauté française du 27 octobre 1994 relatif aux centres d'accueil pour adultes est abrogé.

CHAPITRE II. — Fonds spécial d'assistance

Art. 29. La loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, modifiée par la loi du 3 avril 1965, l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 et le décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget, est abrogée à partir du 1^{er} janvier 1998.

Toutefois, cette loi reste d'application aux frais d'entretien et de traitement des indigents pour lesquels un engagement budgétaire a été effectué avant le 1^{er} janvier 1998.

Les articles 11, 12 et 13 de la loi précitée continuent à être d'application aux interventions accordées par le Fonds spécial d'assistance. Les mots « au profit du Fonds spécial d'assistance » sont cependant supprimés dans l'article 13 de ladite loi.

TITRE II. — Dispositions relatives aux infrastructures sportives

Art. 30. L'article 3 du décret de la Communauté culturelle française du 20 décembre 1976 réglant l'octroi de subventions à certains travaux concernant les installations sportives, modifié par le décret de la Communauté française du 5 novembre 1986, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour des dossiers introduits par les communes, ce montant est porté à 85 % du coût des travaux admis à la subvention pour les installations qui ont pour objet de définir un espace sportif dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous. »

TITRE III. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 32. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 210

[C — 98/27026]

**17 DECEMBER 1997. — Programmadecreet
houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuur (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de sociale actie**HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de opvangcentra voor volwassenen****Afdeling 1. — Algemene bepalingen**

Artikel 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

— "administratie" : de diensten van de Waalse Regering;

— "opvangcentra" : de natuurlijke of rechtspersonen die doorgaans begunstigen opvangen, bij wijze van overgangsmaatregel huisvesten en een aan hun moeilijkheden beantwoordende hulp verlenen, met uitzondering van de diensten, inrichtingen of instellingen die goedgekeurd of erkend zijn in het kader van een specifieke reglementering;

— "begunstigen" : de personen van meer dan 18 jaar, die momenteel in de psychologische of materiële onmogelijkheid verkeren autonoom te leven en die een aanvraag tot huisvesting hebben ingediend bij een opvangcentrum, alsook hun kinderen ten laste die hen begeleiden;

— "opvoedingsploeg" : het geheel van de personeelsleden van een opvangcentrum;

— "inschakelings- en begeleidingsproject" : het geheel van de doelstellingen en van de middelen bepaald door een opvangcentrum om, in alle omstandigheden, de begunstigen te verwelkomen, hun kost en woning te verlenen en een aan hun toestand aangepaste maatschappelijke en psychologische begeleiding te verlenen, om ze te helpen met hun persoonlijke ontplooiing, hun economische en maatschappelijke inschakeling en hun autonomie. Dit project houdt in dat er samengewerkt moet worden (ook in partnership) met iedere andere privé- of overheidsdienst die aan de behoeften van de begunstigen zou kunnen beantwoorden.

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad 316 (1997-1998), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 16 december 1997. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 17 december 1997. Bespreking. — Stemming.

Afdeling 2. — Algemene erkenningsvoorwaarden

Art. 2. Ieder opvangcentrum moet door de Regering erkend worden. De erkenning wordt voor een periode van één tot drie jaar verleend.

Art. 3. Alleen de natuurlijke of rechtspersonen die de volgende voorwaarden vervullen, kunnen erkend worden :

- 1° beschikken over lokalen die aan de door de Regering bepaalde voorschriften voldoen;
- 2° de begunstigden opvangen en huisvesten zonder onderscheid van nationaliteit, geloof of overtuiging;
- 3° het bewijs leveren dat het centrum in staat is medische en psychologische hulp te verlenen als die nodig is;
- 4° zich aan het administratieve toezicht onderwerpen;
- 5° de bijdrage van de begunstigden in hun onderhoudskosten mag niet hoger zijn dan twee derde van hun inkomsten;
- 6° de administratie jaarlijks in april een activiteitenverslag laten geworden, met o.a. :
 - een evaluatie van hun activiteit;
 - het aantal begunstigden voor het jaar;
 - het aantal huisvestingsaanvragen die in de loop van het jaar werden ingediend;
 - de duur van de huisvesting van de begunstigden.

Afdeling 3. — Algemene subsidiëeringsvoorwaarden

Art. 4. Met het oog op hun subsidiëring kunnen de erkende centra in vijf categorieën ingedeeld worden :

- categorie I : van 2 tot 10 bedden;
- categorie II : van 11 tot 15 bedden;
- categorie III : van 16 tot 20 bedden;
- categorie IV : van 21 tot 30 bedden;
- categorie V : meer dan 30 bedden.

Art. 5. Om gesubsidieerd te worden moeten de erkende opvangcentra voor volwassenen de volgende voorwaarden vervullen :

1° deelnemen aan een inschakelings- en begeleidingsproject. Wanneer het opvangcentrum zich ten doel stelt doorgaans personen te huisvesten die begeleid zijn door één of meer kinderen of jongeren van minder dan 18 jaar, moet het inschakelings- en begeleidingsproject bovendien een specifiek deel bevatten met het opvoedingsproject en de nadere voorwaarden voor de begeleiding van de kinderen;

2° voor categorie III, 24 uur op 24 een telefoonwacht waarnemen en voor de categorieën IV en V, 24 uur op 24 een opvang door een personeelslid verzekeren;

3° een regelmatige boekhouding voeren. Vanaf categorie III moet deze boekhouding gevoerd worden in overeenstemming met de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel of, als het om een openbare dienst gaat, in overeenstemming met de boekhoudingsregels die er van toepassing op zijn voor zover de ontvangsten en uitgaven van het opvangcentrum daardoor geïsoleerd kunnen worden;

4° bij de aankomst van iedere begunstigde een dossier aanleggen met de administratieve en sociale gegevens die hem aanbelangen, het op hem toegepaste inschakelings- en begeleidingsprogramma en de stukken die betrekking hebben op zijn evolutie alsook, indien het centrum het nodig acht, een dossier met de medische inlichtingen die hem betreffen; de gegevens die in deze dossiers voorkomen, worden behandeld met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van het privé-leven;

5° ten minste zes begunstigden huisvesten;

6° minstens over het volgende personeel beschikken :

— in categorie I : een voltijdse maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger en een halftijdse opvoeder met minstens een diploma A2;

— in categorie II : een voltijdse maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger, een voltijdse directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebreke hiervan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied en twee opvoeders met minstens een diploma A2, één voltijdse en één halftijdse;

— in categorie III : een voltijdse directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebreke hiervan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een voltijdse maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger en twee voltijdse opvoeders met minstens een diploma A2;

— in categorie IV : een voltijdse directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebreke hiervan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een voltijdse maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger en drie voltijdse opvoeders met minstens een diploma A2;

— in categorie V : een voltijdse directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebreke hiervan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een voltijdse maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleger en vier voltijdse opvoeders met minstens een diploma A2.

De Regering mag deze drempels nochtans verlagen indien de beschikbare begrotingskredieten zulks vereisen;

7° samengesteld zijn in de vorm van een vzw ofwel ingesteld of beheerd zijn door een openbare dienst.

Art. 6. Na advies van de erkennings- en adviescommissie kan de Regering, per schijf van tien bijkomende bedden vanaf het veertigste, één halftijdse opvoeder met minstens een diploma A2 toevoegen aan het basispersoneelsbestand van de centra van categorie V die erom vragen.

Het centrum moet zijn aanvraag indienen overeenkomstig artikel 12 en de verhoging van het begeleidingspersoneel verantwoorden t.o.v. het inschakelings- en begeleidingsproject.

Art. 7. § 1. De erkende en gesubsidieerde centra mogen de begunstigden slechts huisvesten voor een periode van maximum 180 dagen over twaalf maanden.

§ 2. Op basis van een met redenen omklede aanvraag die minstens één maand voor het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn ingediend werd, kan de Regering de in § 1 bedoelde maximale termijn van 180 dagen verlengen indien behoorlijk vastgestelde buitengewone omstandigheden het verantwoorden.

Art. 8. De leden van de opvoedingsploeg moeten om de twee jaar een opleiding van minstens dertig uren per jaar volgen die in verband staat met het inschakelings- en begeleidingsproject van het opvangcentrum. De gekozen opleidingen moeten eerst door de Regering erkend worden.

Art. 9. De erkende en gesubsidieerde opvangcentra bezorgen de administratie jaarlijks in april de volgende gegevens m.b.t. het afgelopen kalenderjaar :

1° een evaluatieverslag van hun activiteiten, waarin o.a. melding wordt gemaakt van de bestaande of recente medewerkingen of partnerships;

2° een opgave met :

— het aantal en de identiteit van de gehuisveste begunstigden;

— het aantal huisvestingsaanvragen;

— de duur van de huisvesting;

3° de exacte opgave van de in dienst zijnde personeelsleden, hun kwalificaties en hun wedde;

4° de ontvangsten- en uitgavenrekeningen en de balans.

Art. 10. De erkende opvangcentra die aan de erkenningsvoorwaarden voldoen, kunnen door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden volgens de door de Regering vastgestelde regels en binnen de perken van de begrotingskredieten.

De subsidies worden driemaandelijks en vooruit betaald.

De opvangcentra mogen niet in aanmerking komen voor andere openbare subsidies, die toegekend zouden worden voor dezelfde werkings- of personeelskosten als die welke gedekt worden door de op basis van dit hoofdstuk verleende subsidies.

De centra worden gesubsidieerd naar gelang van de categorie waarin ze ingedeeld zijn.

Afdeling 4. — Goedkeurings- en erkenningsprocedure

Art. 11. De aanvraag om erkenning en, in voorkomend geval, om subsidiëring, moet bij aangetekende brief aan de Regering gericht worden.

Art. 12. Bij deze aanvraag dienen te worden gevoegd :

1° voor een erkennings- en subsidiëringsaanvraag :

a) het inschakelings- en begeleidingsproject van het opvangcentrum;

b) als de aanvraag een vzw betreft, een exemplaar van de statuten van het opvangcentrum en hun mogelijke wijzigingen, zoals verschenen in het *Belgisch Staatsblad*;

c) een plan van de inrichting met de bestemming van de plaats;

d) het aantal bedden per kamer;

e) de naam en bevoegdheden van de leden van de opvoedingsploeg, alsook een beschrijving van hun functies en een afschrift van hun diploma's of van gelijkwaardige documenten;

f) de naam van de verantwoordelijke van de inrichting, alsook een eensluidend afschrift van zijn diploma's en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

g) een verslag van de bevoegde dienst als bewijs dat het centrum voldoet aan de wetgeving inzake brandbestrijding;

h) indien het centrum reeds gewerkt heeft, de in artikel 9 bedoelde documenten voor het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van de aanvraag;

i) een afschrift van de door het centrum gesloten verzekeringscontracten m.b.t. brand en burgerlijke aansprakelijkheid;

j) indien het centrum reeds gewerkt heeft, een afschrift van het erkenningsbesluit;

2° voor een erkenningsaanvraag alleen, de in de punten 1° c, d, e, f, g, i bedoelde documenten.

Art. 13. Voor elke aanvraag wordt een ontvangbewijs afgegeven. Indien de aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager binnen de maand verwittigd.

Het volledige dossier wordt voor inspectie naar de Administratie doorgezonden.

Het inspectieverslag moet binnen twee maanden na het ontvangbewijs naar de Regering en de secretaris van de erkennings- en adviescommissie gezonden worden.

Art. 14. Binnen drie maanden na de verzending van het inspectieverslag naar de secretaris van de erkennings- en adviescommissie, geeft deze commissie een met redenen omkleed advies aan de Regering over de conformiteit van het opvangcentrum met de voorwaarden van dit hoofdstuk en, in geval van subsidiëringsaanvraag, over de kwaliteit van het inschakelings- en begeleidingsproject.

Art. 15. Binnen de maand na de ontvangst van dat advies, deelt de Regering haar beslissing mee aan het betrokken opvangcentrum. Ze brengt de secretaris van de erkenningscommissie op de hoogte daarvan.

Art. 16. § 1. Op verzoek van het opvangcentrum kunnen de erkenning en, in voorkomend geval, de subsidiëring verlengd worden.

§ 2. Het opvangcentrum moet haar aanvraag om verlenging minstens zes maanden vóór het verstrijken van de erkennings- of subsidiëringsperiode bij aangetekende brief indienen.

Het opvangcentrum behoudt zijn erkenning en blijft in voorkomend geval in aanmerking komen voor subsidies tot over de nieuwe aanvraag wordt beslist.

§ 3. Bij de verlenging van de erkenning kan het opvangcentrum op eigen verzoek door de Regering in een hogere of lagere categorie ingedeeld worden.

§ 4. De artikelen 5, 13 en 14 van dit decreet zijn, *mutatis mutandis*, van toepassing op elke aanvraag om verlenging van een erkenning.

§ 5. Het centrum dat, tijdens de duur van zijn erkenning die loopt tot de datum van indiening van de verlengingsaanvraag, een jaarlijks gemiddeld bezettingspercentage van 80 % van het minimum aantal bedden niet heeft bereikt in de categorie waarin het ingedeeld is, wordt ingedeeld in de categorie die overeenstemt met het jaarlijkse gemiddelde aantal huisvestingen per nacht tijdens deze periode.

Afdeling 5. — Intrekking van de erkenning of de subsidiëring

Art. 17. De erkenning of de subsidiëring van het opvangcentrum kan na advies van de erkennings- en adviescommissie ingetrokken worden, indien één van de voorwaarden die respectievelijk voor de erkenning en de subsidiëring bepaald zijn, niet meer vervuld wordt, na een ingebrekestelling die de Regering aan het opvangcentrum meedeelt, en waarbij na overleg met hem wordt bepaald binnen welke termijn alle voorwaarden vervuld moeten worden.

Het voorstel wordt door de Regering aanhangig gemaakt bij de erkennings- en adviescommissie en moet haar binnen veertien dagen na het verstrijken van bovenbedoelde termijn een met redenen omkleed advies geven.

Bij de aanvraag om advies dient een uitvoerig verslag van de Administratie te worden gevoegd over de niet-naleving door het opvangcentrum van de in dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden.

Art. 18. De beslissing van de Regering tot intrekking van de erkenning of de subsidiëring wordt bij aangetekende brief aan de verantwoordelijke van het opvangcentrum meegedeeld en ter informatie aan de voorzitter van de erkennings- en adviescommissie gezonden.

Afdeling 6. — Erkennings- en adviescommissie

Art. 19. Er wordt een erkennings- en adviescommissie opgericht die een met redenen omkleed advies moet uitbrengen over iedere aanvraag om erkenning of om verlenging van een erkenning en, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, over iedere aangelegenheid i.v.m. dit hoofdstuk.

In juni bezorgt zij de Regering en de Waalse Gewestraad een verslag met o.a. een evaluatie van de sector van de opvangcentra, een lijst van de problemen die zich in de praktijk voordoen, en oplossingsvoorstellen.

Art. 20. De Regering benoemt de leden van de erkenningscommissie voor een vernieuwbare termijn van vier jaar. De commissie bestaat uit :

- 1° drie vertegenwoordigers van de Regering;
- 2° een adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd;
- 3° zes vertegenwoordigers van de opvangcentra;
- 4° een vertegenwoordiger van de Unie van de steden en gemeenten;
- 5° een vertegenwoordiger van de moedertehuizen.

Bovendien houden twee vertegenwoordigers van de administratie zitting met raadgevende stem.

De Regering wijst de voorzitter van de commissie onder haar leden aan. Het secretariaat wordt waargenomen door één van de vertegenwoordigers van de administratie.

De commissie maakt een huishoudelijk reglement op dat door de Regering goedgekeurd moet worden.

Art. 21. De Regering bepaalt de vergoedingen die aan de leden van de commissie toegekend worden. Onverminderd de statutaire bepalingen die op hen toepasselijk zijn, hebben de vertegenwoordigers van de Regering en van de administratie krachtens dit hoofdstuk geen recht op een vergoeding.

Art. 22. Na de aanwijzing van de gewone leden benoemt de Regering de plaatsvervangende leden. Ieder plaatsvervangend lid mag slechts zitting hebben bij verhindering van een gewoon lid.

Art. 23. Indien een lid tijdens zijn mandaat de hoedanigheid verliest waarin hij aangewezen is, wordt hij vervangen. Het aldus aangewezen lid beëindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 24. De commissie kan een beroep doen op deskundigen met raadgevende stem.

De ambtenaar die het inspectieverslag heeft opgesteld m.b.t. het opvangcentrum dat bij de dagorde betrokken is, moet gehoord worden als een advies over dit centrum moet worden uitgebracht.

Afdeling 7. — Diverse bepalingen

Art. 25. Iedere persoon die een opvangcentrum leidt of organiseert dat huisvesting verleent aan begunstigden zonder een vergunning te hebben verkregen krachtens dit hoofdstuk, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een boete van F 1 000 tot F 3 000, of slechts met één van die straffen.

Art. 26. De Regering kan het in artikel 4 bedoelde aantal categorieën en het in artikel 5, 6°, bedoelde minimumpersoneel wijzigen, alsook de lijst van de in artikel 12 bedoelde documenten en het in artikel 16, § 5, bedoelde minimale bezettingspercentage.

Art. 27. De centra die op 1 oktober 1997 in aanmerking kwamen voor een door de Franse Gemeenschap verleende erkenning worden van rechtswege door het Waalse Gewest erkend onverminderd een verdere beslissing tot intrekking van erkenning in geval van niet-naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk.

Het vorige lid is op elk centrum van toepassing tot zijn door de Franse Gemeenschap verleende erkenning vervalt.

Art. 28. Het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 27 oktober 1994 betreffende de opvangcentra voor volwassenen wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Speciaal Onderstandsfonds*

Art. 29. De wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds, gewijzigd bij de wet van 3 april 1965, het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 en het decreet van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting, wordt op 1 januari 1998 opgeheven.

Deze wet blijft echter van toepassing op de onderhouds- en behandelingskosten van de behoeftigen voor wie vóór 1 januari 1998 begrotingsmiddelen werden uitgetrokken.

De artikelen 11, 12 en 13 van voormelde wet zijn steeds van toepassing op de door het Speciaal Onderstandsfonds verleende tegemoetkomingen. De woorden "ten behoeve van het Speciaal Onderstandsfonds" worden evenwel geschrapt in artikel 13 van voormelde wet.

TITEL II. — **Bepalingen betreffende de sportinfrastructuur**

Art. 30. Artikel 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 1976 tot regeling van de toekenning van toelagen voor bepaalde werken aan sportinstallaties, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 november 1986, wordt als volgt aangevuld :

« Wat de door de gemeenten ingediende dossiers betreft, wordt dit bedrag verhoogd tot 85 % van de kosten van de gesubsidieerde werken aan sportinstallaties die in het kader van een buurtwerkproject voor iedereen toegankelijk zijn. »

TITEL III. — **Slotbepalingen**

Art. 31. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 32. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[97/11369]

6 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit houdende toekenning van de waardigheid van Eredeken van de Arbeid. — Boekhouding

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het besluit van de Regent van 12 november 1948, houdende nadere omschrijving van de officiële modellen der erekentekens van de Arbeid;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1954, houdende goedkeuring der statuten van de instelling van openbaar nut genoemd « Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België, Albert I - Nationale Arbeidstentoonstellingen »;

Gelet op het advies van het bevoegd Nationaal Comité, gegeven op 27 mei 1997;

Gelet op het advies van de Commissaris-generaal der Regering bij het Koninklijk Instituut der Eliten van de Arbeid van België, gegeven op 22 juli 1997;

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[97/11369]

6 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal portant attribution de la dignité de Doyen d'honneur du Travail. — Comptabilité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté du Régent du 12 novembre 1948, définissant les modèles officiels des insignes d'honneur du Travail;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1954, portant approbation des statuts de l'établissement d'utilité publique dénommé « Institut Royal des Elites du Travail de Belgique, Albert Ier - Expositions nationales du Travail ».

Vu l'avis émis par le Comité national compétent, donné le 27 mai 1997;

Vu l'avis du Commissaire général du Gouvernement près l'Institut royal des Elites du Travail de Belgique, donné le 22 juillet 1997;